

Emploi, formation : l'espace frontalier décrypte ses réalités chiffrées

voisins-nachbarn.eu/fr/travailler/emploi-formation-realites-chiffrees.html

Grande Région

Pour son premier Business Lunch de 2023, le World Trade Center Metz-Sarrebruck s'est penché sur l'actualité du marché de l'emploi transfrontalier et des formations en alternance. Les statistiques dessinent une Grande Région menacée par une pénurie d'actifs, mais riche d'opportunités pour les étudiants et salariés prêts à franchir les frontières.



Trois acteurs incontournables de l'économie de la Grande Région – l'IBA-OIE, spécialiste du marché de l'emploi, l'agence de placement transfrontalière Eures et la HTW Saar (Hochschule für Technik und Wirtschaft des Saarlandes), partenaire historique de la formation supérieure transfrontalière, ont présenté le 13 janvier aux convives du premier Business Lunch de l'année un panorama chiffré et contextualisé de l'emploi et de la formation en Grande Région. Dissipant les données en trompe-l'œil, les intervenants ont dressé de cet espace de 11,6 millions d'habitants (soit 469.000 personnes de plus qu'en l'an 2000) un tableau nuancé et contextualisé.

Rétrospective sur 20 ans

Vigie de l'emploi transfrontalier depuis deux décennies, l'IBA-OIE a présenté une étude inédite de son évolution entre l'an 2000 et 2021. Durant cette période, le nombre de frontaliers a doublé et se monte aujourd'hui à 258.000 personnes, dont 54,3 % de Lorrains et 25,5 de Wallons. Le Luxembourg absorbe aujourd'hui 80,4 % de ce flux.

En vingt ans, le taux de chômage a baissé de près d'un point pour se stabiliser à 6 %, tandis que le taux d'emploi progressait de 6,6 %. La Grande Région approche ainsi de l'objectif de 75 % fixé par l'Europe à l'horizon 2020 et le dépasse même nettement en Sarre et en Rhénanie-Palatinat, où il frôle les 80 %.



Alexia Himbert, cheffe de projet à l'IBA-OIE. © Pascale Braun

« Le taux d'emploi des Länder allemands est plus élevée que la moyenne de la Grande Région, mais cette médaille a son revers, car ces chiffres intègrent les minijobs et les emplois à temps partiels, qui sont des facteurs de précarité », nuance Alexia Himbert, cheffe de projet à l'IBA-OIE.

Les déséquilibres s'aggraveront

Les disparités se situent également au niveau des genres, avec écart moyen de 8 % entre les hommes et les femmes, et entre les régions. Avec 63,7 % de taux d'emploi, le Luxembourg belge se situe à 13 points en dessous de la moyenne. La pyramide des âges actuelle situe le ratio grand-régional à 52,7 % de moins de 50 ans contre 42,8 % de quinquagénaires et au-delà, avec de forts déséquilibres entre la Sarre, où les plus de 50 ans représentent 49,2 %, et le Luxembourg, où ils ne sont que 34,5 %. Ces déséquilibres se retrouvent et s'aggravent dans les projections établies par l'IBA-OIE à 20 ans. A l'horizon 2050, la population en âge de travailler aura progressé de plus de 20 % au Luxembourg tandis que la moyenne grand-régionale aura baissé de 5,7 %, avec un recul de plus de 20 % prévu en Sarre.

L'attractivité du Luxembourg perturbe d'ores et déjà le marché régional de l'emploi. En période de fort chômage dans les régions voisines, ce dynamisme a constitué une aubaine. Lorsque la disponibilité de la main d'œuvre se restreint, il devient un problème. Avec un salaire d'embauche moyen de 2.380 euros pour un débutant, le Grand-Duché n'a pas fini de rafler des promotions entières de jeunes diplômés des pays voisins.

Concurrence pour l'immigration

La Sarre, où le chômage stagne à environ 6 % depuis un an, de nombreux postes restent vacants et des branches professionnelles entières – soins, hôtellerie, industrie – sont confrontés à une pénurie de main d'œuvre qui compromet parfois l'activité des entreprises elles-mêmes. Un millier de poste est actuellement à pourvoir. L'Est mosellan voisin constitue un vivier de moins en moins pourvu, que les conflits liés à la double imposition des contrats de courte durée ne contribuent pas à réamorcer. Le Land espère donc du futur dispositif fédéral favorisant l'immigration choisie lui permettra de renforcer ses effectifs.



Achim Dürschmid. © Pascale Braun.

« *Calquée sur l'exemple canadien, la réforme, qui pourrait entrer en vigueur d'ici à fin 2023, prévoit un système de points qui intègre le diplôme, mais aussi l'expérience, les compétences linguistiques et la germanophilie pour faire venir des ressortissants non communautaires* », explique Achim Dürschmid, chef de la division International de l'Eures de Sarre.

Les Etats - et tout particulièrement les Etats limitrophes de la Grande Région, ont déjà amorcé une concurrence pour l'accès à la main d'œuvre originaire d'Afrique, d'Asie ou des Balkans.

Une multi culturalité précieuse

Les jeunes initiés dès le plus jeune âge à la culture du voisin, puis formés en alternance au cours de formations binationales, trouvent de multiples opportunités professionnelles dans la Grande Région où ils sont perçus comme une ressource humaine particulièrement précieuse. Issu d'une coopération universitaire entre l'Université de Lorraine et la HTW, l'Institut supérieur franco-allemand de techniques, d'économie et de sciences (Isfates) dénommé DFHI (Deutsch-Französisches Hochschulinstitut) en allemand, cultive ce terreau transfrontalier depuis 42 ans. L'école a formé plus de 3.000 ingénieurs et informaticiens originaires de 12 pays, dans le cadre de 30 cursus allant de la physique au tourisme en passant par l'économie circulaire. En master, leur cursus les conduit à passer deux ans en France, deux ans en Allemagne et une année durant laquelle un séjour dans un pays tiers leur permet de perfectionner une troisième langue.

Pour faciliter l'immersion des étudiants dans le milieu professionnel, la HTW a piloté jusqu'à fin 2022 le projet Interreg Bridge. S'il n'a pas été possible d'infléchir les législations nationales qui entravent l'alternance transfrontalière, l'école et ses partenaires sont néanmoins parvenus à affiner leurs dispositifs. Une dizaine de grandes entreprises de la Grande Région ont participé au programme et certaines d'entre elles accueilleront de nouveaux alternants cette année.



Thomas Bousonville. © HTW.

« Le combat pour obtenir une loi encadrant l'alternance transfrontalière n'est pas gagné. Le système français est très encadré et le mécanisme de financement ne s'applique pas aux entreprises étrangères. Les formations transfrontalières sont donc plus chères et plus difficiles à mettre en place, mais elles représentent un excellent investissement à long terme », estime Thomas Bousonville, professeur à la HTW.

Présenté par vidéo, le témoignage d'une étudiante accueillie en alternance chez l'électricien franco-allemand Hager démontre combien ce type d'études développe à la fois le sens de l'organisation, la capacité d'adaptation entre la théorie et la pratique et la précieuse capacité à naviguer d'une culture à l'autre.

© André Faber.

Pascale Braun lundi 16 janvier 2023